

Contre le Courant

No. 1

Février 1973

0,50 F

édité par les
Internationale Kommunisten Deutschlands

Les organisations trotskystes françaises – désarmées devant l'Union de la Gauche

Les Internationale Kommunisten Deutschlands, organisation trotskyste allemande, qui proclame la nécessité de la construction de la Quatrième Internationale, est issue de la scission de 1969 de la section allemande du Secrétariat Unifié (S.U.) et s'est séparée définitivement du S.U. en 1970. Elle lutte contre le désastre et les séquelles de l'entrisme, contre la politique d' "appui critique" dont ont profité Ben Bella, Tito, Mao, Fidel, et contre la capitulation devant le mouvement étudiant et devant le guérillérisme petit-bourgeois en Amérique Latine. Elle se dresse contre la caricature du contrôle ouvrier telle que la théorie mandélienne des "réformes de structure" la propage. L'IKD est consciente de la tâche historique face à laquelle se trouve aujourd'hui le prolétariat français, elle s'adresse à l'avant-garde de la classe ouvrière et au mouvement trotskyste et pose la question brûlante de la direction révolutionnaire des luttes politiques décisives que le prolétariat français s'apprête à engager sous l'influence du parti stalinien.

Responsable de la publication:

Arno Nickel, D 1Berlin 30, Postfach 3971

Non seulement la France est au tournant, mais c'est le prolétariat européen tout entier qui est concerné par le développement des batailles qui se préparent. Les formations politiques de la bourgeoisie sont usées et en décomposition. La corruption, le discrédit et leur incapacité à assurer la "paix sociale" donnent au projet de renouveau du réformisme de l'Union de la Gauche une apparence réelle d'alternative aux yeux des petits-bourgeois et des masses en général. Mais ce qui est décisif pour nous, ce n'est pas le projet réformiste lui-même, mais au contraire la dynamique qui peut s'ouvrir avec lui. Une victoire électorale ou même seulement une poussée importante du bloc peut accélérer la combativité ouvrière; les travailleurs utiliseront sans doute la possibilité de "changement" qui leur est offerte. Les ouvriers prennent au sérieux les promesses vagues qu'aujourd'hui leur proposent les stalinien (et c'est bien eux les artisans du programme commun et de l'Union de la Gauche). Partant de là, ils peuvent mettre à l'épreuve ce programme dans la lutte de classe, le faire éclater et révéler ainsi ses contradictions profondes. Il faut se situer sur le terrain de la lutte, et pouvoir la féconder en dégagant une politique juste. Avant tout, il faut savoir trouver la voie qui mène aux masses. A la veille de ces batailles, il n'est pas permis de se comporter en observateurs avec ou sans candidats qui commenteront le cours des événements sans se décider à participer à la lutte. Aujourd'hui, le propagandisme est la voie de l'impuissance.

L'Union de la Gauche: bloc ouvrier ou front populaire?

Lutte Ouvrière définit le programme commun comme un programme bourgeois tout court. Dommage, pour une fois que Lutte Ouvrière sort de son syndicalisme impénitent pour faire une campagne politique nationale, et voilà qu'elle se jette dans les bras du gauchisme. Mais la Ligue Communiste, elle, derrière tous les tapages verbaux avoue à voix basse qu'on ne peut définir le Parti Socialiste (mystère impénétrable de la dialectique) ni par sa politique, ni par son programme, ni par sa forte proportion de bourgeois, petits-bourgeois et notables, mais par la nature ... de son allié avec lequel il a passé un pacte! Comme c'est simple, comme tout devient clair! Ce n'est pas le front populaire, ce n'est pas l'alliance avec la bourgeoisie, c'est l'alliance du PC avec son ombre. Voilà du nouveau sous le soleil! "Pour la première fois, il (le PC) est même obligé d'entrouvrir une perspective socialiste." (Résolution du 3ème congrès de la Ligue Communiste, Rouge 184) Où a-t-on vu de pareilles perspectives? Elles ne se trouvent pas d'avantage dans la théorie de la "démocratie avancée" que dans le programme commun.

Mais faire à propos de l'Union de la Gauche une différence entre réformisme et front populaire pour justifier le vote au deuxième tour, c'est tout simplement blanchir la politique du PC. Si le réformisme est l'alliance avec une partie de la bourgeoisie, le front populaire en est une des formes possibles de gouvernement. Et très souvent, cela se passe avec des avocats petits-bourgeois de la bourgeoisie, même quand ils ne représentent plus rien, même quand la bourgeoisie les lâche (genre Mitterrand). Que la bourgeoisie ne soit pas d'accord avec la politique qu'un parti bourgeois quelconque mène dans une situation précise - là il n'y a rien d'extraordinaire! Les luttes de clans entre les différents agents politiques de la bourgeoisie peuvent développer une dynamique propre qui peut mener jusqu'à des différences profondes d'une partie de ces agents avec la bourgeoisie dans sa presque totalité (dans la R.F.A., on a vu, l'année dernière, une pareille dynamique: l'opposition de la CDU/CSU aux traités de l'Est).

Si la Ligue Communiste n'a pas su définir la nature du PS, heureusement, Trotsky l'a fait pour elle en 1935: "Non seulement, elle (la SFIO) n'est pas un parti révolutionnaire, mais elle n'est même pas un parti prolétarien. Elle est petite-bourgeoise, non seulement par sa politique, mais aussi par sa composition sociale." (Trotsky, Un nouveau tournant est nécessaire, cité d'après 'Le Mouvement Communiste en France', édité par P. Broué, p.513) Entre temps, le PS a peut-être même cessé d'être un parti, mais n'est qu'un ensemble de cercles électoraux et de notables. C'est vrai qu'il y a quelque chose de nouveau: l'absence d'un grand parti de la petite-bourgeoisie comme en 1936. Mais là, Trotsky précise qu'elle suivait de moins en moins les radicaux et les abandonnait pour la gauche et pour la droite. L'alliance du prolétariat avec la

petite-bourgeoisie n'aurait pu se réaliser que dans la perspective d'une lutte du prolétariat pour le pouvoir et non pas par une alliance avec les radicaux. Rompre avec les radicaux aurait signifié lutter pour le pouvoir. Aujourd'hui, le PC doit engraisser lui-même ses futurs alliés. Dans ce sens, il s'agit d'une caricature du front populaire. Et il le fait avec son programme et avec des partis de notables qui ne représentent, socialement, plus rien.

En réalité, le bloc PC/PS n'est pas un bloc ouvrier. Bien sûr, pas à cause de la présence des cadavres déjà décomposés des radicaux, mais à cause du parti de Mitterrand lui-même. Et ceci non seulement parce qu'il a cessé d'être un parti ouvrier, mais parce qu'il y a longtemps que la classe ouvrière a cessé de voir dans le PS un courant prolétarien. Aussi longtemps que le PC tend au PS un programme réformiste, aussi longtemps que la classe ouvrière se dispose à lutter pour ce programme, la conséquence pour les révolutionnaires, la seule juste, est de trouver la voie qui leur permette de prendre part à cette lutte, car désormais c'est de la lutte qu'il faut dégager la perspective révolutionnaire qui dépassera ce programme.

Union de la Gauche et attitude des révolutionnaires

Il ne suffit pas de se conformer avec le propagandisme plus ou moins abstrait, il faut aussi élaborer une politique d'action, c'est-à-dire une tactique vis-à-vis de l'Union de la Gauche. Il ne s'agit ni de minimiser ni de saboter la nécessité de mener franchement et ouvertement une propagande révolutionnaire contre la "voie pacifique" de la "démocratie avancée" (style campagne pour le "manifeste" de la Ligue Communiste).

Poser la question de la tactique envers l'Union de la Gauche - cela n'a pas été possible pour tous les courants gauchistes (au sens léniniste du terme), c'est-à-dire les groupes maoïstes, desquels "Révolution !" ne se distingue que par un degré plus élevé d'intelligence sans pour autant adopter une autre politique quant au fond. Mais c'est justement l'absence totale d'une telle orientation chez les organisations qui se réclament du trotskysme, et du côté LC/LO, et du côté OCI/AJS, qui risque de désarmer les révolutionnaires français devant l'épreuve qui les attend.

Conscience des masses et tactique révolutionnaire

Le calcul politique du PCF réside dans la tentative d'absorption des luttes réelles par le programme commun et par le gouvernement qui doit en résulter. Bien que les luttes du prolétariat français n'aient pas encore atteint, après Mai 68, la forme de lutte politique centralisée, les luttes revendicatives ont de plus en plus montré la possibilité d'un pareil développement.

Dans la situation actuelle, le PC n'offre aux masses aucune autre perspective centrale pour réaliser leurs aspirations à "changer la vie" que l'avènement de l'Union de la Gauche au pouvoir par les élections législatives en mars 1973. Et les masses se serviront de ce moyen! Le rassemblement du 1er décembre 1972 en a été une preuve authentique, bien que limitée en sa portée: que le PCF n'arrive même pas à mobiliser tous ses propres membres, cela ne peut surprendre que ceux qui n'ont cessé de lui attribuer des traits révolutionnaires...

La notion d'"Union Populaire" enferme plusieurs contradictions - qui néanmoins constituent le levier essentiel pour sortir de l'impasse de l'"Union Populaire". D'abord, les parties décisives de la classe ouvrière française acceptent avec plus ou moins d'engagement le programme commun, dans lequel les travailleurs voient réalisés leurs aspirations les plus urgentes. Ils ne prévoient pas les difficultés qui peuvent se heurter à la réalisation de ces promesses (difficultés qui viendront, bien entendu, d'une partie de l'Union de la Gauche elle-même). Ensuite, ils croient pouvoir "changer la vie" avec les remèdes insuffisants du programme commun (p.ex. nationalisations limitées, possibilité restreinte de contrôle des travailleurs dans les usines, changement nul de l'appareil d'Etat etc.). C'est sur ces questions, qu'il faut s'attendre à des affrontements les plus significatifs de la classe ouvrière avec sa direction actuelle. Ou, plus précisément: en tant que léninistes, il ne faut pas les attendre, mais il faut se préparer dès aujourd'hui (ce qui est déjà assez tard) à cette épreuve.

Pour saisir la situation actuelle de la classe ouvrière, il faut comprendre d'abord que la lutte des masses prend et ne peut prendre que la forme d'une lutte pour l'Union de la Gauche. C'est ce fait qui empêche la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière et l'OCI/AJS de comprendre la situation et qui ne leur permet pas d'élaborer une tactique adéquate. Leur argument (c'est-à-dire être "contre" l'Union de la Gauche) est bien fondé, mais il ne sert à rien s'il empêche la lutte réelle contre l'Union de la Gauche. Elaborer une tactique qui permette d'écraser le projet du PCF, c'est une tâche qui ne se résout pas avec les méthodes bornées des gens qui se limitent à l'aspect formel, mais seulement avec celles du marxisme révolutionnaire.

Il n'y a qu'un argument valable à première vue contre une tactique de participation à la lutte des masses, même si cette lutte prend la forme de lutte pour l'Union de la Gauche; L'Union de la Gauche ne soulève pas beaucoup d'enthousiasme dans la classe ouvrière et dans la petite-bourgeoisie. C'est vrai. Mais d'abord, il est bien possible que cela change très vite, surtout après une victoire électorale de l'Union de la Gauche (cf. le Chili 1970 et la victoire du front populaire en France en 1936). Mais le problème essentiel réside ailleurs: quelle est l'alternative à la tactique que nous préconisons? L'"alternative", ce n'est qu'une campagne fort abstraite, style "le socialisme que nous voulons et les moyens d'y parvenir" de la Ligue Communiste. Une telle campagne se limite, au fond, à la discussion stratégique, et tous les exemples concrets évoqués dans une telle discussion ne servent qu'à actualiser les arguments. Nous ne nions pas, évidemment, la nécessité d'une discussion théorique et stratégique; nous critiquons au contraire justement les faibles résultats de ces discussions, et dans la section allemande du Secrétariat Unifié, nous nous sommes même scissionnés sur une discussion stratégique, et à juste titre. Mais faire de la politique, cela veut dire justement développer une tactique (sur la base d'une stratégie déterminée) qui permette aux masses de perdre leurs illusions au cours d'une lutte pour leurs intérêts, lutte où doivent intervenir les révolutionnaires. Et cela n'est possible, aujourd'hui en France, qu'en partant de la "lutte" pour l'Union de la Gauche, parce que les révolutionnaires ne peuvent offrir aucune perspective réalisable immédiatement sans tenir compte du pacte PC/PS/Radicaux de Gauche.

Tactique révolutionnaire et programme commun

Il est clair que cette tactique ne peut pas permettre de cautionner le programme commun tel qu'il existe. Pour faire éclater le cadre étouffant du programme commun, il est nécessaire de retrouver les points qui peuvent devenir décisifs dans les mois qui viennent. C'est surtout la question des nationalisations et du contrôle ouvrier. On a déjà pu voir certains ouvriers de grands monopoles capitalistes s'étonner de ce que leur boîte ne soit pas sur la liste des entreprises à nationaliser. Partant de cela, une politique révolutionnaire peut remporter des succès si elle sait utiliser ces attitudes et les lier à la nécessité d'une lutte de masse. Outre la nécessité de préciser les promesses contenues dans le programme commun (augmentations de salaires, baisses d'impôts, retour à la semaine de 40 heures etc.), la question de l'organisation de la lutte pour la victoire de l'Union de la Gauche s'avère, dans les yeux des travailleurs influencés par elle, comme le problème clé dans la situation actuelle: l'inactivité de la direction du PC, le refus du PS à envisager d'autres actions communes, commencent à créer une attitude plus critique dans la base du PC qu'il y a quelques mois. Des initiatives concrètes de lutte des révolutionnaires peuvent rencontrer un écho remarquable.

Une telle intervention permet d'approfondir le clivage base/direction au sein du PC autour d'un problème qui est compréhensible pour chaque militant de ce parti. C'est justement une lutte réelle - même si elle prend la forme de lutte pour l'Union de la Gauche -, avec ses formes concrètes d'action et d'organisation: comités de base élus par usine et par quartier, qui permet, en perspective, de poser la question de la destruction de l'Etat bourgeois en termes concrets.

Lutte de masse et comités de base

Nous voulons d'abord éclairer cette question en dégagant la façon selon laquelle Trotsky posait le problème dans son article "Front populaire et comités d'action" (26-11-1935; cité d'après Trotsky, Le mouvement communiste en France, édité par P. Broué). Pour Trotsky, qui est loin d'un quelconque fétichisme sur les comités de base (ou: d'action), ils sont la forme de la "représentation révolutionnaire des masses en lutte" (p.537). Ils sont sans aucun intérêt, s'ils ne servent pas à organiser la lutte. Les comités d'action élus (dont l'absence pendant le front populaire est reconnu par le PCF comme une des raisons de son éclatement) permettent au prolétariat de "conquérir une influence décisive sur la petite bourgeoisie" (p.537), et, en appliquant la démocratie dans les propres rangs du front populaire, font nécessairement éclater cette "alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste" (p.535). Et le fait que ces "comités de base" soient d'abord nécessairement des "comités de base du front populaire", n'a pas du tout empêché Trotsky de leur accorder une pareille importance. Aujourd'hui, ce mot d'ordre peut jouer un rôle comparable, et c'est justement pourquoi le PCF lutte farouchement contre toute tentative émanant de ses propres rangs.

Le mot d'ordre de "comités de base" aurait pu jouer un rôle important en octobre 1972, s'il avait été lancé par une organisation révolutionnaire. A ce temps-là - avant et après les discussions PC/PS/Radicaux de Gauche qui ont abouti à la constitution du "comité de liaison" et qui ont refusé toute idée de comité de base -, un tel mot d'ordre aurait pu rencontrer un écho dans quelques parties de la base du PC. Sans aucun doute, on n'aurait pu constituer de tels comités que dans quelques cas limités. La signification d'une telle politique aurait été de sonder le terrain, mais en donnant une perspective de lutte réelle, pour savoir mieux évaluer l'état de conscience des différents courants de la classe ouvrière. Une participation au rassemblement du 1er décembre 1972 - sous les mots d'ordre de création de comités de base, de nationalisations plus importantes etc. - se serait insérée dans cette tactique. Actuellement, il est également nécessaire de lancer ce mot d'ordre, bien qu'il soit possible que l'on soit rejeté sur le niveau propagandiste. Il semble néanmoins possible de le réaliser dès aujourd'hui dans des cas isolés, en partant de luttes revendicatives, locales etc.

Le même mot d'ordre de comités de base peut devenir actuel dans le cas d'une victoire de l'Union de la Gauche aux élections: sous la forme de comités de défense de la victoire électorale (contre les manœuvres de la bourgeoisie et de Pompidou).

Dans la situation actuelle, il est nécessaire de lancer, au niveau national, le mot d'ordre d'affiliation des syndicats au Comité de Liaison de l'Union de la Gauche. Pour la CGT, cela ne serait que la conséquence de son soutien du programme commun: si - d'après Séguy - ce programme incarne les aspirations des travailleurs, il est bien normal qu'ils soient admis dans le "Comité de Liaison", qu'ils "luttent" pour la réalisation de leurs revendications! Il est néanmoins évident que les bureaucraties de la CGT et du PCF n'ont aucun intérêt à faire cela: une telle politique pourrait légitimer dès le début le rôle des travailleurs qui ne se limite pas à un "soutien" quelconque. Quant à la CFDT, ce mot d'ordre ne permet pas moins de centrer la lutte sur les points essentiels: si les amis de Maire se trouvent "à gauche" du programme commun - tant mieux: il faut qu'ils en tirent les conséquences et "prennent leurs responsabilités" en luttant pour les intérêts des travailleurs!

D'autre part, nous ne croyons pas nécessaire de souligner ici que la simple affiliation des syndicats au "Comité de Liaison" (qui, actuellement, ne joue aucun rôle remarquable) ne puisse pas changer quelque chose. Mais ce qui importe, c'est justement la lutte pour ce but: confronter les bureaucrates avec les conséquences de leurs propres positions qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs. Cette lutte ne peut évidemment pas permettre aux révolutionnaires de diminuer leurs efforts au sein des syndicats pour y combattre pour la même politique qu'ils poursuivent dehors.

Le "deuxième souffle" de la Ligue Communiste

La position de la Ligue Communiste a l'avantage d'être très claire sur le caractère de sa campagne électorale: il ne s'agit pas du tout de déborder le cadre chéri du propagandisme. La résolution politique de son 3ème congrès (Rouge 184) parle d'une "bataille d'explication et de dénonciation des illusions électorales" (thèse 11). "Cette polémique doit donner un souffle nouveau à notre propagande pour un gouvernement des travailleurs..." On reconnaît que "cette propagande ... restera assez abstraite". Et la réponse réside dans "intensifier, à partir d'exemples précis, notre agitation sur les thèmes des comités de grève, des comités de soutien et de l'auto-défense ouvrière, ainsi que notre propagande pour un authentique pouvoir prolétarien..." (thèse 15) En dehors de la propagande pour l'"authentique gouvernement des travailleurs - qui ne se concrétise pas par une formule de gouvernement alternative" (thèse 15), restant tout à fait abstrait, et le mot d'ordre d'auto-défense ouvrière - qui n'est pas du tout concrétisé -, il ne restent que les comités de grève et de soutien, où on ne peut qu'être d'accord sans pourtant y voir une "concrétisation" de la propagande "trop abstraite". Ils ne sont actuels qu'au moment où une lutte éclate. Soyons clairs: Dans la situation actuelle, la Ligue Communiste n'a aucun mot d'ordre central à avancer qui soit compréhensible pour les masses, afin de déborder réellement "le cadre imposé par l'Union de la Gauche" (thèse 16)!

La Ligue Communiste se prépare à avancer quelques mots d'ordre dans le cas d'une victoire de l'Union de la Gauche ("armement du prolétariat" et "auto-organisation de la classe allant dans une perspective de double pouvoir" - thèse 16), mais ces mots d'ordre sont uniquement conçus pour une situation de grève générale (ou généralisée), comparable à Juin 36. Cette hypothèse est possible, mais pas du tout sûre: il se peut très bien qu'après une victoire de l'Union de la Gauche, les luttes ouvrières ne se développeront pas abondamment. Dans une telle situation, on ne voit pas quelle serait la politique de la Ligue Communiste.

Si l'on essaie de trouver les racines de la méthode de la Ligue Communiste, elles se trouvent sans aucun doute dans son penchant à des actions publicitaires et à la propagande au niveau le plus abstrait. De ce point de vue, il est étonnant de voir que la Ligue Communiste, ayant pris un premier souffle dans la campagne Krivine "contre le crétinisme parlementaire", ne sait poser le problème politique de l'Union de la Gauche que sous la forme électorale ("consignes de vote"). La perspective d'une lutte effective contre la trahison du PCF n'y surgit nulle part. La tendance minoritaire du 3ème congrès a essayé de capter de plus près le rôle de l'Union de la Gauche - mais au niveau de la discussion (consignes de vote), elle devait aboutir à une réponse au moins aussi insuffisante que celle de la majorité: vote PC seul.

Les opportunistes travestis en sectaires, ou: les sectaires travestis en opportunistes: l'OCI/AJS

Ce qui frappe le plus dans la position de l'OCI/AJS, c'est qu'il ne leur a point semblé nécessaire de modifier leur ligne politique au moment de la signature du programme commun: avant et après, ils mènent la même campagne pour le "gouvernement ouvrier PC/PS sans représentant de la bourgeoisie". Ce seul fait montre déjà que l'OCI ne dispose pas d'une tactique politique à proprement parler; toute sa politique se fait en dehors des aspirations réelles des masses.

L'axe central de la politique de l'OCI envers l'Union de la Gauche réside dans la critique de la participation des Radicaux de Gauche. Il est vrai que cette participation montre bien le caractère de la politique du PCF et qu'il faut dénoncer les fantoches de "radicaux de gauche" dans la propagande et l'agitation. Mais il est tout à fait faux de suggérer que c'est dans la participation des "radicaux de gauche" que réside la trahison du PCF! Son alliance avec le système bourgeois est bien plus stable que son amitié avec les démocrates sincères type Faure, Marcihacey et compagnie! L'OCI ne va peut-être pas jusqu'à nier cela; pour elle, la rupture avec les radicaux de gauche semble renfermer la transformation de l'Union de la Gauche en gouvernement de "front unique ouvrier". Ainsi, le point 7 du projet de la résolution des dernières "Assises nationales pour le gouvernement ouvrier" dit clairement que l'OCI réclame le gouverne-

ment PC/PS "sans autre condition que l'engagement pour les dirigeants de refuser la participation au gouvernement, de représentants de la bourgeoisie." (Informations Ouvrières 589)

Mais en vérité, ce ne sera pas entre PC/PS d'une part et radicaux de gauche d'autre part qu'une rupture de l'Union de la Gauche peut se faire, mais à l'intérieur du PS lui-même. Avec sa ligne de séparation tout à fait artificielle et fautive (ce qui est bien comparable à la politique de la Junge Garde allemande contre la participation du FDP au gouvernement Brandt), l'OCI ne peut qu'approfondir les illusions des masses dans le PC et le PS. Après avoir avancé des revendications comme "extirper les racines du mal: le capital, ses institutions politiques, son Etat...", l'OCI dit quel gouvernement peut les satisfaire: "Seulement un gouvernement des grands partis ouvriers, un gouvernement formé par le PS et le PCF, un gouvernement sans représentant des partis bourgeois". (Appel de l'OCI, IO 592) Mais camarades de l'OCI, il faut rester trotskystes, quand-même! Elaborer une tactique politique, cela ne veut pas dire nier tous les acquis théoriques sur le caractère contre-révolutionnaire des partis communiste et socialiste!

La participation à la lutte actuelle des masses - même si elle prend la forme de lutte pour l'Union de la Gauche - ne demande point aux révolutionnaires de nier leurs convictions. Il n'est même pas difficile de dire aux travailleurs que l'on les soutient dans leur lutte, pour des objectifs précis, sans que nous croyions pour autant que les directions du PC et du PS puissent les satisfaire. Nous, révolutionnaires, croyons qu'il faut déborder le cadre de cette alliance pour "changer la vie". La tactique n'est rien de plus (et rien de moins) que la réalisation de la stratégie, et non son contraire!

Si la Ligue Communiste, dans l'article de Weber (Rouge 187), a bien su critiquer la position de l'OCI envers les radicaux de gauche, il lui échappe néanmoins le point essentiel: le rôle du mot d'ordre de "gouvernement ouvrier" chez l'OCI. Si ce mot d'ordre constituait dans l'arsenal de l'Internationale Communiste un pont entre la conscience actuelle des masses et la dictature du prolétariat, il risque d'en devenir dans la conception de l'OCI un des plus grands obstacles. Sa position envers l'Union de la Gauche montre donc clairement que toute sa politique de "front unique ouvrier" n'est autre chose qu'un titre fort ambitieux pour les rapports qu'elle maintient avec ses sympathisants. Enfermée dans les contradictions de sa propre théorie, elle ne peut offrir aucune voie réelle de lutte, toute sa démarche se résume dans le refus d'élaborer une tactique politique. C'est cette ruée de l'OCI vers on ne sait trop quel abîme qui détermine sa position oscillante, qui explique ses attaques sophistiquées, dénuées de tout sens contre la Ligue Communiste.

Il faut seulement demander à l'OCI qu'elle applique la tactique préconisée par Trotsky envers le "plan" de la CGT en 1935, exposée dans un article qu'elle a reproduit en "Informations Ouvrières" sans en tirer profit ("Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir", dans: Trotsky, Le mouvement communiste en France, p. 484 suiv.).

Les tâches des révolutionnaires français

C'est seulement dans le contexte que nous venons de développer - c'est-à-dire l'application d'une ligne tactique s'ajoutant à la dénonciation propagandiste de la stratégie parlementaire de l'Union de la Gauche - qu'une campagne révolutionnaire aux élections législatives peut jouer un rôle essentiel pour dégager des couches de plus en plus importantes de l'emprise stalinienne. C'est seulement dans ce contexte que la présentation de candidats révolutionnaires au premier tour peut jouer tout son rôle: affirmer la cohésion de la stratégie révolutionnaire envers l'Union de la Gauche, sans pour autant présenter le programme révolutionnaire aux masses de façon propagandiste et ultimatisante.

Quant au deuxième tour, le soutien seulement d'une partie de l'Union de la Gauche n'est pas à accepter dans les conditions actuelles. Tout en affirmant cela - ce qui est aussi la position de la Ligue Communiste -, il faut bien éviter de centrer tout le débat sur cette question. Les consignes de vote ne sont rien de plus que les conséquences, au niveau formel des élections bourgeoises, d'une décision beaucoup plus fondamentale: l'attitude envers l'Union de la Gauche. Cette attitude ne se détermine pas - pour des trotskystes - en termes électoraux, mais en termes de lutte. Et c'est justement dans ce domaine décisif que la position de la Ligue Communiste n'offre

aucune perspective.

Si nous avons peu parlé de Lutte Ouvrière dans cet article, ce n'est évidemment pas notre faute. Il y a un an, Lutte Ouvrière avait pris une initiative avec sa "Lettre Ouverte au PC" sur le projet de programme que le PC venait d'élaborer. Quelle que soit l'insuffisance de cette manœuvre dans les détails, elle représentait néanmoins une tentative de poser le problème de l'Union de la Gauche en termes autres que propagandistes. Entre temps, Lutte Ouvrière a tiré de l'échec de cette manœuvre la "conséquence" que toute semblable initiative aboutissait à une impasse. Lutte Ouvrière s'est effacée depuis pas mal de temps devant la Ligue Communiste dans la question de tactique électorale - et cela ne peut que confirmer l'analyse faite de cette organisation depuis longtemps.

Les trois noyaux trotskystes français montrent dans une question de tactique aussi importante que celle des élections à venir leur incapacité, leur impuissance à dégager une politique juste face au prolétariat. Pour nous, ceci n'est pas un hasard, mais la conséquence de l'opportunisme sectaire de l'OCI, de la capitulation de la Ligue Communiste sous la pression du gauchisme, et du syndicalisme de Lutte Ouvrière. C'est, en autres termes, la conséquence de l'absence de ligne de **classe** prolétarienne de ces trois organisations.

Nous pensons qu'aucun de ces noyaux existants constituent la base à un développement en parti trotskyste authentique. Leur éloignement du trotskysme et sa pétrification stérile sont déjà trop avancés pour que nous puissions compter à un retour de ces organisations à une ligne de **classe**. Seul un processus de scissions et de fusions de ces mouvements peut mener à la construction d'un parti authentiquement trotskyste, section de la Quatrième Internationale qui reste à bâtir - en France comme ailleurs.

Je m'abonne à

O SPARTACUS

Organe central de L'organisation communiste de jeunesse

SPARTACUS

15 F

O DIE VIERTE INTERNATIONALE

Organe des Internationale Kommunisten Deutschlands

12 F

O Internationale Korrespondenz

Édité par les Internationale Kommunisten Deutschlands

12 F

O CONTRE LE COURANT

Abonnement annuel

8 F

Tout versement au C. C. P. 294 391 Berlin-West, Arno Nickel

Adresse de la rédaction: A. Nickel, D1 Berlin 30, Postfach 3971

Dans les prochains numéros de CONTRE LE COURANT :

- SPD, réformisme et tactique électorale
- La situation actuelle du mouvement trotskyste mondial
- La révolution bolivienne et la politique du POR
- Vietnam - vers un nouveau Genève?
- Sur la conception mandélienne du contrôle ouvrier